



DÉCISION n° 7/2024

Biodiversité - Site naturel de Jû-Belloc-Hères-Castelnau - Convention à intervenir avec l'Université « Toulouse III - Paul Sabatier » pour la réalisation d'un stage de « Licence 3 - Sciences de la Vie » visant à contribuer à la révision du plan de gestion

Exposé des motifs :

L'Institution Adour est un établissement public territorial de bassin (EPTB) constitué en 1978 par les quatre Départements du bassin de l'Adour (Hautes-Pyrénées, Gers, Landes et Pyrénées-Atlantiques) pour gérer le fleuve Adour et ses affluents de leur source à l'embouchure. Aujourd'hui, l'EPTB est propriétaire du site naturel de Jû-Belloc-Hères-Castelnau, ancien site d'extraction de granulats traversé du sud au nord par le fleuve Adour. Ce site naturel a fait l'objet d'un plan de gestion en 2005, puis de deux révisions en 2011 et 2018. L'année 2024 est la dernière année du plan de gestion 2018-2024 ; elle doit permettre de préparer le plan de gestion 2025-2031.

Dans ce cadre, l'Institution Adour a proposé un stage visant à contribuer à la révision du plan de gestion et à l'élaboration du plan de gestion 2025-2031.

Ce stage se déroulera à la Maison de l'eau et sur le site naturel de Jû-Belloc-Hères-Castelnau, en lien avec le service « Biodiversité » de l'Institution Adour, et sera encadré par l'animateur de la Maison de l'eau.

Conformément à la législation française en vigueur, le stage ayant une durée supérieure à 2 mois dans le cas d'un stage en continu ou à 308 heures cumulées dans le cas d'un stage non continu, il donne lieu à une gratification. Au regard de la durée de ce stage, la gratification est d'un montant de 4,35 euros de l'heure.

Les crédits pour une telle gratification sont inscrits au budget 2024, au titre de l'opération de gestion du site naturel de Jû-Belloc-Hères-Castelnau.

Après examen de sa candidature, Sylvanna Rasquin, étudiante en Licence 3 à l'Université « Toulouse III - Paul Sabatier », a été retenue.

Il est donc proposé d'approuver les termes de la convention à intervenir avec l'Université « Toulouse III - Paul Sabatier » et le stagiaire établissant les conditions du stage et d'autoriser le président à la signer.

Vu la délibération n° 64/2021 du comité syndical en date du 22 septembre 2021 concernant l'élection de Monsieur Paul Carrère en tant que Président de l'Institution Adour,

Vu la délibération n° 123/2021 du comité syndical en date du 29 septembre 2021 concernant les délégations au Président et notamment celle relative à la conclusion des conventions de stage pour accueillir des personnes en cursus de formation y compris les stages dont la durée implique le versement d'une indemnité, dans la limite du plancher prévu,



INSTITUTION ADOUR
Etablissement Public Territorial de Bassin
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques

Envoyé en préfecture le 25/03/2024

Reçu en préfecture le 25/03/2024

Publié le 25/03/2024

ID : 040-254002264-20240322-D07_2024-AI



Considérant que la durée du stage (15 semaines) entraîne une obligation de gratification de stage, d'un montant de 2 283,75 euros et que les crédits correspondants sont inscrits au budget de l'Institution Adour, au titre de l'opération de gestion du site naturel de Jû-Belloc-Hères-Castelnau,

Considérant la candidature transmise par Sylvanna Rasquin, étudiante en Licence 3 « Sciences du Vivant » à l'Université « Toulouse III Paul Sabatier »,

Considérant la période retenue pour l'exécution de ce stage du lundi 25 mars au vendredi 28 juin 2024,

Monsieur Paul Carrère, Président de l'Institution Adour,

DÉCIDE

- de valider le projet de convention, tel qu'annexé, à intervenir avec l'Université « Toulouse III - Paul Sabatier », pour un stage contribuant à la révision du plan de gestion et à l'élaboration du plan de gestion 2025-2031 dans le site naturel de Jû-Belloc-Hères-Castelnau, par l'étudiante Sylvanna Rasquin, en formation de Licence 3 Sciences du Vivant ;
- d'attribuer à la personne en stage la gratification découlant de la réglementation au regard de la durée du stage, soit 2 283,75 euros ;
- de signer tout document relatif à l'exécution de la présente décision, les crédits nécessaires étant inscrits au budget.

Le Directeur général des services est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Mont-de-Marsan, le 22 mars 2024.

Paul Carrère


INSTITUTION ADOUR
38 rue Victor Hugo
40025 MONT DE MARSAN CEDEX

Convention de stage étudiant/e

Nota bene : Pour faciliter la lecture du document, les mots « stagiaire », « enseignant référent », « tuteur de stage », « représentant légal », « étudiant » sont utilisés au masculin.

1 - L'ÉTABLISSEMENT D'ENSEIGNEMENT OU DE FORMATION

Nom : Université Toulouse III - Paul Sabatier
Adresse : 118 route de Narbonne - 31062, TOULOUSE CEDEX 9
tél : +33 (0)5 61 55 66 11
mél :

Présidente : Mme Odile RAUZY
Représentée par (signataire de la convention) : SOULEYMAN Dilchad
Qualité du représentant : Directeur administratif - FSI
Composante/UFR/Département : BIOLOGIE ET GEOSCIENCES
tél : 05 61 55 81 88
mél : fsi.stages@univ-tlse3.fr

Adresse : Université Toulouse III - Paul Sabatier - FSI - Département
Biologie et Géosciences - Bât. 3R1b2 - 3ème étage 118 route de
Narbonne
31062, TOULOUSE CEDEX 9

2 - L'ORGANISME D'ACCUEIL

Nom : INSTITUTION ADOUR
Adresse : 38 RUE VICTOR HUGO
40000, MONT-DE-MARSAN
FRANCE

Représenté par (nom du signataire de la convention) : CARRÈRE Paul

Qualité du représentant : Président
Service dans lequel le stage sera effectué : Études & ingénierie

tél : 05 58 46 18 70
mél : secretariat@institution-adour.fr
Lieu du stage : Maison de l'eau
32160, Jû-Belloc
FRANCE

3 - LE STAGIAIRE

Nom : RASQUIN Prénom : Sylvanna Sexe : F Né(e) le : 31/07/2002
Adresse : 21 RUE CLARAC
65500, VIC-EN-BIGORRE
tél : +33 562934221 mél : sylvanna.rasquin@univ-tlse3.fr

INTITULÉ DE LA FORMATION OU DU CURSUS SUIVI DANS L'ÉTABLISSEMENT D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET VOLUME HORAIRE (ANNUEL OU SEMESTRIEL) :
LICENCE SCIENCES DE LA VIE - PARCOURS BIODIVERSITÉ ET BIOLOGIE ENVIRONNEMENTALE

SUJET DE STAGE : 2023 - L3 SdV BBE - Stage facultatif

Dates : Du 25/03/2024. Au 28/06/2024.

Représentant une **durée totale** de : 13 semaine(s)

Et correspondant à 65 jour(s) de présence effective.

Répartition, si présence discontinue :

Commentaire :

Chaque période au moins égale à sept heures de présence, consécutives ou non, est considérée comme équivalente à un jour et chaque période au moins égale à vingt-deux jours de présence, consécutifs ou non, est considérée comme équivalente à un mois. (art. D124-6 Code de l'éducation)

ENCADREMENT DU STAGIAIRE PAR L'ÉTABLISSEMENT D'ENSEIGNEMENT

Nom et prénom de l'enseignant référent : TEN HAGE Loic
Fonction (ou discipline) : Personnel enseignant
tél : +33 561556727 mél : loic.ten-hage@univ-tlse3.fr

ENCADREMENT DU STAGIAIRE PAR L'ORGANISME D'ACCUEIL

Nom et prénom du tuteur de stage : CHAUDRON Gwenaël
Fonction : Autres
tél : 06 73 52 39 23 mél : maisondeleau@institution-adour.fr

CONTACTS

Caisse primaire d'assurance maladie à contacter en cas d'accident (lieu de domicile du stagiaire sauf exception) : CPAM65
Contact en cas de conflit : mediation.contact@univ-tlse3.fr



Article 1 - Objet de la convention

La présente convention règle les rapports de l'organisme d'accueil avec l'établissement d'enseignement et le stagiaire.

Article 2 - Objectif du stage

Le stage correspond à une période temporaire de mise en situation en milieu professionnel au cours de laquelle le stagiaire acquiert des compétences professionnelles et met en œuvre les acquis de sa formation en vue de l'obtention d'un diplôme ou d'une certification et de favoriser son insertion professionnelle. Le stagiaire se voit confier une ou des missions conformes au projet pédagogique défini par son établissement d'enseignement et approuvées par l'organisme d'accueil.

Le programme est établi par l'établissement d'enseignement et l'organisme d'accueil en fonction du programme général de la formation dispensée.

ACTIVITES CONFIEES : Activités auxquelles je vais participer : - CMR Cistudes - inventaires (entomologique...) - approche d'analyses statistiques - plan de gestion

COMPETENCES A ACQUERIR OU A DEVELOPPER :

Article 3 - Modalités du stage

La durée hebdomadaire de présence effective du stagiaire sera de 35 heures sur la base d'un Temps complet,

Si le stagiaire doit être présent la nuit, le dimanche ou un jour férié, préciser les cas particuliers :

Article 4 - Accueil et encadrement du stagiaire

Le stagiaire est suivi par l'enseignant référent désigné dans la présente convention ainsi que par le service de l'établissement en charge des stages.

Le tuteur de stage désigné par l'organisme d'accueil dans la présente convention est chargé d'assurer le suivi du stagiaire et d'optimiser les conditions de réalisation du stage conformément aux stipulations pédagogiques définies.

Le stagiaire est autorisé à revenir dans son établissement d'enseignement pendant la durée du stage pour y suivre des cours demandés explicitement par le programme, ou pour participer à des réunions ; les dates sont portées à la connaissance de l'organisme d'accueil par l'établissement.

L'organisme d'accueil peut autoriser le stagiaire à se déplacer.

Toute difficulté survenue dans la réalisation et le déroulement du stage, qu'elle soit constatée par le stagiaire ou par le tuteur de stage, doit être portée à la connaissance de l'enseignant-référent et de l'établissement d'enseignement afin d'être résolue au plus vite.

L'organisme d'accueil ne doit pas confier de tâches dangereuses au stagiaire.

MODALITES D'ENCADREMENT :

Article 5 - Gratification

A l'étranger, les règles relèveront du droit local.

Lorsque le stage a lieu en France et que la durée du stage est supérieure à deux mois consécutifs ou non, celui-ci fait obligatoirement l'objet d'une gratification, sauf en cas de règles particulières applicables dans certaines collectivités d'outre-mer françaises et pour les stages relevant de l'article L4381-1 du code de la santé publique.

Le montant horaire de la gratification est fixé à 15 % du plafond horaire de la sécurité sociale défini en application de l'article L.241-3 du code de la sécurité sociale. Une convention de branche ou un accord professionnel peut définir un montant supérieur à ce taux. La gratification d'un montant maximum de 15 % du plafond horaire de la sécurité sociale n'est pas soumise à cotisation sociale. Au-delà, les cotisations sociales sont calculées sur le différentiel entre le montant de la gratification et 15 % du plafond horaire de la Sécurité Sociale.

La gratification due par un organisme de droit public ne peut être cumulée avec une rémunération versée par ce même organisme au cours de la période concernée.

La gratification est due sans préjudice du remboursement des frais engagés par le stagiaire pour effectuer son stage et des avantages offerts, le cas échéant pour la restauration, l'hébergement et le transport.

L'organisme peut décider de verser une gratification pour les stages dont la durée est inférieure ou égale à deux mois.

En cas de suspension ou de résiliation de la présente convention, le montant de la gratification due au stagiaire est proratisé en fonction de la durée du stage effectué.

La durée donnant droit à gratification s'apprécie compte tenu du nombre de jours de présence effective du stagiaire.

LE MONTANT DE LA GRATIFICATION est fixé à 4.35€ par heure.

Article 5 bis - France - Accès aux droits des salariés - Avantages (Organisme de droit privé en France sauf en cas de règles particulières applicables dans certaines collectivités d'outre-mer françaises) :

Le stagiaire bénéficie des protections et droits mentionnés aux articles L.1121-1, L.1152-1 et L.1153-1 du code du travail, dans les mêmes conditions que les salariés.

Le stagiaire a accès au restaurant d'entreprise ou aux titres-restaurants prévus à l'article L.3262-1 du code du travail, dans les mêmes conditions que les salariés de l'organisme d'accueil. Il bénéficie également de la prise en charge des frais de transport prévue à l'article L.3261-2 du même code.

Le stagiaire accède aux activités sociales et culturelles mentionnées à l'article L.2323-83 du code du travail dans les mêmes conditions que les salariés.

AUTRES AVANTAGES ACCORDES :

Article 5ter - France - Accès aux droits des agents - Avantages (Organisme de droit public en France sauf en cas de règles particulières applicables dans certaines collectivités d'outre-mer françaises) :

Les trajets effectués par le stagiaire d'un organisme de droit public entre son domicile et son lieu de stage sont pris en charge dans les conditions fixées par le décret n°2010-676 du 21 juin 2010.

Est considéré comme sa résidence administrative le lieu du stage indiqué dans la présente convention.

AUTRES AVANTAGES ACCORDES : Non



Article 6 - Régime de protection sociale

Pendant la durée du stage, le stagiaire bénéficie d'une protection maladie et accident dès lors qu'il est affilié à un régime de sécurité sociale et que le droit français s'applique.

Les stages effectués à l'étranger sont signalés préalablement au départ du stagiaire à la Sécurité sociale lorsque celle-ci le demande.

Pour les stages à l'étranger, les dispositions suivantes sont applicables sous réserve de conformité avec la législation du pays d'accueil et de celle régissant le type d'organisme d'accueil.

6-1 Gratification d'un montant maximum de 15 % du plafond horaire de la sécurité sociale :

En cas d'accident survenant au stagiaire soit au cours d'activités dans le ou les lieux du stage, soit au cours du trajet entre le domicile et le lieu de stage, soit sur les lieux rendus utiles pour les besoins du stage et pour les étudiants en médecine, en chirurgie dentaire ou en pharmacie qui n'ont pas un statut hospitalier pendant le stage effectué dans les conditions prévues au b du 2e de l'article L.412-8, l'organisme d'accueil envoie la déclaration à la Caisse Primaire d'Assurance Maladie ou la caisse compétente (voir adresse en page 1) en mentionnant l'établissement d'enseignement comme employeur, avec copie à l'établissement d'enseignement.

6.2 - Gratification supérieure à 15 % du plafond horaire de la sécurité sociale :

En cas d'accident survenant au stagiaire soit au cours des activités dans l'organisme, soit au cours du trajet, soit sur des lieux rendus utiles pour les besoins de son stage, l'organisme d'accueil effectue toutes les démarches nécessaires auprès de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie et informe l'établissement dans les meilleurs délais.

6.3 - Protection Maladie du stagiaire à l'étranger

1) Protection issue du régime de sécurité social français

- pour les stages au sein de l'Espace Economique Européen (EEE) effectués par des ressortissants d'un Etat de l'Union Européenne, ou de la Norvège, de l'Islande, du Liechtenstein, de la Suisse ou encore de tout autre Etat (dans ce dernier cas, cette disposition n'est pas applicable pour un stage au Danemark, Norvège, Islande, Liechtenstein ou Suisse), le stagiaire doit demander la Carte Européenne d'Assurance Maladie (CEAM).

- pour les stages effectués au Québec par les étudiant(e)s de nationalité française, le stagiaire doit demander le formulaire SE401Q (104 pour les stages en entreprises, 106 pour les stages en université)

- dans tous les autres cas le stagiaire qui engage des frais de santé doit vérifier ses conditions de prise en charge. Des écarts importants peuvent exister entre les frais engagés et les tarifs français base du remboursement. Il est donc fortement conseillé au stagiaire de souscrire une assurance maladie complémentaire spécifique, valable pour le pays et la durée du stage, auprès de l'organisme d'assurance de son choix ou, éventuellement et après vérification de l'étendue des garanties proposées, auprès de l'organisme d'accueil si celui-ci fournit au stagiaire une couverture maladie en vertu du droit local (voir 2e ci-dessous).

2) Protection sociale issue de l'organisme d'accueil

En cochant la case appropriée, l'organisme d'accueil indique ci-après s'il fournit une protection Maladie au stagiaire, en vertu du droit local :

NON (la protection découle alors exclusivement du maintien, à l'étranger, des droits issus du régime de sécurité social français).

Si aucune case n'est cochée, le 6.3 1/ s'applique.

6.4 Protection Accident

1) Pour pouvoir bénéficier

couverture accident de travail

- être d'une durée au plus égale à 6 mois (924 heures), prolongations incluses ;
 - ne donner lieu à aucune rémunération susceptible d'ouvrir des droits à une protection accident de travail dans le pays d'accueil ; une indemnité ou gratification est admise dans la limite de 15 % du plafond horaire de la sécurité sociale (cf point 5), et sous réserve de l'accord de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie sur la demande de maintien de droit ;
 - se dérouler exclusivement dans l'organisme signataire de la présente convention ;
 - se dérouler exclusivement dans le pays d'accueil étranger cité.
- Lorsque ces conditions ne sont pas remplies, l'organisme d'accueil s'engage à cotiser pour la protection du stagiaire et à faire les déclarations nécessaires en cas d'accident de travail.

2) La déclaration des accidents de travail incombe à l'établissement d'enseignement qui doit en être informé par l'organisme d'accueil par écrit dans un délai de 48 heures.

3) La couverture concerne les accidents survenus :

- dans l'enceinte du lieu du stage et aux heures de stage,
- sur le trajet aller-retour habituel entre la résidence du stagiaire sur le territoire étranger et le lieu du stage,
- dans le cadre d'une mission confiée par l'organisme d'accueil du stagiaire et obligatoirement par ordre de mission,
- lors du premier trajet pour se rendre depuis son domicile sur le lieu de sa résidence durant le stage (déplacement à la date du début du stage),
- lors du dernier trajet de retour depuis sa résidence durant le stage à son domicile personnel.

4) Pour le cas où l'une seule des conditions prévues au point 6.4-1/ n'est pas remplie, l'organisme d'accueil s'engage à couvrir le stagiaire contre le risque d'accident de travail, de trajet et les maladies professionnelles et à en assurer toutes les déclarations nécessaires.

5) Dans tous les cas :

- si le stagiaire est victime d'un accident de travail durant le stage, l'organisme d'accueil doit impérativement signaler immédiatement cet accident à l'établissement d'enseignement ;
- si le stagiaire remplit des missions limitées en-dehors de l'organisme d'accueil ou en-dehors du pays du stage, l'organisme d'accueil doit prendre toutes les dispositions nécessaires pour lui fournir les assurances appropriées.

Article 7 - Responsabilité et assurance

L'organisme d'accueil et le stagiaire déclarent être garantis au titre de la responsabilité civile.

Pour les stages à l'étranger ou en cas de risque identifié par l'établissement, le stagiaire s'engage à souscrire un contrat d'assistance (rapatriement sanitaire, assistance juridique...) et un contrat d'assurance individuel accident.

Lorsque l'organisme d'accueil met un véhicule à la disposition du stagiaire, il lui incombe de vérifier préalablement que la police d'assurance du véhicule couvre son utilisation par un étudiant (qui dispose du permis adéquat pour le conduire).

Lorsque dans le cadre de son stage, l'étudiant utilise son propre véhicule ou un véhicule prêté par un tiers, il le déclare expressément à l'assureur dudit véhicule et, le cas échéant, s'acquitte de la prime y afférente.

Article 8 - Discipline

Le stagiaire est soumis à la discipline et aux clauses du règlement intérieur qui lui sont applicables et qui sont portées à sa connaissance avant le début du stage, notamment en ce qui concerne les horaires et les règles d'hygiène et de sécurité en vigueur dans l'organisme d'accueil.

Toute sanction disciplinaire ne peut être décidée que par l'établissement d'enseignement. Dans ce cas, l'organisme d'accueil informe l'enseignant référent et l'établissement des manquements et fournit éventuellement les éléments constitutifs.

En cas de manquement particulièrement grave à la discipline, l'organisme d'accueil se réserve le droit de mettre fin au stage tout en respectant les dispositions fixées à l'article 9 de la présente convention.



Article 9 - Congés - interruption du stage

Lorsque le stage a lieu en France (sauf en cas de régies particulières applicables dans certaines collectivités d'outre-mer françaises ou dans les organismes de droit public), en cas de grossesse, de paternité ou d'adoption, le stagiaire bénéficie de congés et d'autorisations d'absence d'une durée équivalente à celle prévue pour les salariés aux articles L.1225-16 à L.1225-28, L.1225-35, L.1225-37, L.1225-46 du code du travail.

Pour les stages dont la durée est supérieure à deux mois (308 heures) et dans la limite de la durée maximale de 6 mois (924 heures), des congés ou autorisations d'absence sont possibles.

NOMBRE DE JOURS DE CONGES AUTORISES / ou modalités des congés et autorisations d'absence durant le stage :

A l'étranger, les congés ne sont pas obligatoires.

Toute interruption temporaire ou définitive du stage, est signalée aux signataires de la convention. Une modalité de validation est mise en place le cas échéant par l'établissement. En cas d'accord des parties à la convention, un report de la fin du stage est possible afin de permettre la réalisation de la durée totale du stage prévue initialement. Ce report fera l'objet d'un avenant à la convention de stage.

Un avenant à la convention pourra être établi en cas de prolongation du stage sur demande conjointe de l'organisme d'accueil et du stagiaire, dans le respect de la durée maximale du stage fixée par la loi (6 mois ou 924 heures).

En cas de volonté d'une des trois parties (organisme d'accueil stagiaire, établissement d'enseignement) d'arrêter le stage, celle-ci doit immédiatement en informer les deux autres parties par écrit. Les raisons invoquées seront examinées en étroite concertation. La décision définitive d'arrêt du stage ne sera prise qu'à l'issue de cette phase de concertation.

Article 10 - Devoir de réserve et confidentialité

Le devoir de réserve est de rigueur absolue et apprécié par l'organisme d'accueil compte-tenu de ses spécificités.

Le stagiaire prend donc l'engagement de n'utiliser en aucun cas les informations recueillies ou obtenues par eux pour en faire publication, communication à des tiers sans accord préalable de l'organisme d'accueil, y compris le rapport de stage. Cet engagement vaut non seulement pour la durée du stage mais également après son expiration. Le stagiaire s'engage à ne conserver, emporter, ou prendre copie d'aucun document ou logiciel, de quelque nature que ce soit, appartenant à l'organisme d'accueil, sauf accord de ce dernier.

Dans le cadre de la confidentialité des informations contenues dans le rapport de stage, l'organisme d'accueil peut demander une restriction de la diffusion du rapport, voire le retrait de certains éléments confidentiels.

Les personnes amenées à en connaître le contenu sont contraintes par le secret professionnel à n'utiliser ni ne divulguer les informations du rapport.

Article 11 - Propriété intellectuelle
En France, dans le cas où les activités du stagiaire donnent lieu à la création d'une œuvre personnelle ou collective, la propriété intellectuelle (y compris un logiciel), un contrat doit être signé entre le stagiaire (auteur) et l'organisme d'accueil.

Le contrat devra notamment préciser une mission inventive, l'étendue des droits cédés, l'éventuelle exclusivité, la destination, les supports utilisés et la durée de la cession, ainsi que, le cas échéant, le montant de la contrepartie financière due au stagiaire au titre de la cession. Ces dispositions s'appliquent sauf en cas de règles particulières relatives aux stages réalisés au sein d'une personne morale de droit public ou de droit privé réalisant de la recherche qui sont soumis à l'article L611-7-1 du code de la propriété intellectuelle.

Article 12 - Fin de stage - Rapport- Évaluation

1) Attestation de stage : à l'issue du stage, l'organisme d'accueil délivre une attestation téléchargeable par l'étudiant, mentionnant au minimum la durée effective du stage et, le cas échéant, le montant de la gratification perçue.

2) Qualité du stage : à l'issue du stage, les parties à la présente convention sont invitées à formuler une appréciation sur la qualité du stage.

Le stagiaire complète en ligne pour les services compétents de l'établissement d'enseignement un document dans lequel il évalue la qualité de l'accueil dont il a bénéficié au sein de l'organisme d'accueil. Ce document n'est pas pris en compte dans son évaluation ou dans l'obtention du diplôme ou de la certification.

3) Évaluation de l'activité du stagiaire : à l'issue du stage, l'organisme d'accueil renseigne une fiche d'évaluation de l'activité du stagiaire qu'il retourne à l'enseignant référent (fiche téléchargeable par l'étudiant ou modalités d'évaluation préalablement définies en accord avec l'enseignant référent)

4) Modalités d'évaluation pédagogiques : la formation précisera la nature du travail à fournir (rapport, etc) éventuellement en joignant une annexe.

NOMBRE D'ECTS (le cas échéant) : 3

5) Le tuteur de l'organisme d'accueil ou tout membre de l'organisme d'accueil appelé à se rendre dans l'établissement d'enseignement dans le cadre de la préparation, du déroulement et de la validation du stage ne peut prétendre à une quelconque prise en charge ou indemnisation de la part de l'établissement d'enseignement.

Article 13 - Droit applicable - Tribunaux compétents

La présente convention est régie exclusivement par le droit français.

Tout litige non résolu par voie amiable sera soumis à la compétence de la juridiction française compétente.

Conformément à la réglementation relative à la protection des données personnelles, le stagiaire devra être informé du traitement réservé aux données personnelles qu'il aura été amené à fournir à l'établissement de formation et à l'organisme d'accueil.

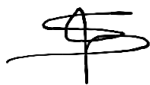
FAIT À TOULOUSE LE 21/03/2024

ETABLISSEMENT D'ENSEIGNEMENT

LE 22/03/2024

Nom et signature :

Dilchad SOULEYMAN



STAGIAIRE OU SON REPRÉSENTANT LÉGAL

LE 21/03/2024

Nom et signature :

Sylvanna RASQUIN



ENSEIGNANT RÉFÉRENT DU STAGIAIRE

LE 22/03/2024

Nom et signature :

Loic TEN HAGE



REPRÉSENTANT DE L'ORGANISME D'ACCUEIL

LE 22/03/2024

Nom et signature :

Paul CARRÈRE



TUTEUR DE STAGE DANS L'ORGANISME D'ACCUEIL

LE 21/03/2024

Nom et signature :

Gwenaël CHAUDRON



Envoyé en préfecture le 25/03/2024

Reçu en préfecture le 25/03/2024

Publié le 25/03/2024

ID : 040-254002264-20240322-D07_2024-AI

